



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
d'Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

Arrêté préfectoral de mise en demeure
Au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
à l'encontre de la société TRADEBE SOLVANTS SERVICES
pour son site exploité à VALENCE

**La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement, notamment son Livre V, articles L. 171-6 et L. 171-8 ;
- VU** l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les rubriques 3550, 2770, 1434 et 4331 de cette nomenclature ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2657 du 17 juin 1998 autorisant la société CHARPAIL à poursuivre son activité de régénération de solvants dans l'établissement implanté Zone Industrielle, 230 avenue des Auréats à VALENCE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°04-1629 du 22 avril 2004 modifiant l'arrêté préfectoral n°2657 du 17 juin 1998 susvisé ;
- VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°2004/57 du 4 juin 2004 prenant acte du nouvel exploitant de l'établissement susvisé : la S.A.S. CHARPAIL CHIMIE dont le siège social est situé 26 014 VALENCE CEDEX ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2010356-0006 du 22 décembre 2010 imposant à la société CHARPAIL CHIMIE, pour l'établissement susvisé, des prescriptions complémentaires portant sur le rejet de substances dangereuses dans l'eau ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2012075-0014 du 15 mars 2012 imposant à la société CHARPAIL CHIMIE, pour l'établissement susvisé, la mise à jour de l'étude de dangers ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013008-0024 du 8 janvier 2013 imposant à la société CHARPAIL CHIMIE, pour l'établissement susvisé, de nouvelles prescriptions complémentaires portant sur le rejet de substances dangereuses dans l'eau ;
- VU** la lettre du 29 juillet 2013 signée par le directeur général de la société CHARPAIL CHIMIE, précisant que sa société a été reprise par le groupe TRADEBE le 16 juillet 2013, avec pour seules conséquences un changement d'actionnariat et de gérance ;
- VU** la lettre du 27 décembre 2013 signée par le directeur général de la société CHARPAIL CHIMIE, précisant que sa société change de nom, elle s'appelle désormais TRADEBE SOLVANTS SERVICES ;

- VU** la lettre du 16 juillet 2015 de la société TRADEBE SOLVANTS SERVICES notifiant la cessation d'activité des installations classées exploitées dans l'établissement susvisé ;
- VU** le dossier accompagnant la lettre du 16 juillet 2015 susvisée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2017026-0012 du 25 janvier 2017 imposant à la société TRADEBE SOLVANTS SERVICES, pour l'établissement susvisé, des prescriptions complémentaires portant sur une démarche de dépollution des lieux dans le cadre de la cessation d'activité des installations classées qui y étaient exploitées ;
- VU** la campagne d'analyses des gaz du sol du site susvisé, réalisée le 25 mai 2022, et ayant fait l'objet d'un rapport datant du 5 juillet 2022 montrant des évolutions de concentrations en polluants qui interpellent ;
- VU** le compte rendu de la réunion organisée le 22 novembre 2022 entre la société TRADEBE SOLVANTS SERVICES et l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement AUVERGNE-RHONE-ALPES, portant les résultats de la campagne d'analyses susvisée, qui s'inscrit dans la démarche « sites et sols pollués » imposée dans l'arrêté préfectoral n°2017026-0012 du 25 janvier 2017 susvisé ;
- VU** les extraits suivants du compte rendu susvisé :

« Pour Pza5 : S'agissant d'une concentration élevée en hydrocarbures aliphatiques qui s'avère ponctuelle, de nouvelles mesures s'avèrent nécessaires avant toute chose. L'objectif est d'identifier s'il s'agit d'une anomalie ponctuelle ou révélant un problème plus significatif. »

« Surveillance des gaz sur Pza4 et Pza5 : La fréquence annuelle adoptée jusqu'à présent pour suivre l'évolution des concentrations en polluants est considérée insuffisante par l'inspection : Une fréquence trimestrielle est désormais à respecter. Les polluants à analyser peuvent être restreints, pour Pza4, aux COHV, et pour Pza5, aux hydrocarbures aliphatiques. »

« Pour Pza4 : Ce piézair se situe à proximité de la zone excavée. L'exploitant propose donc d'investiguer sous le sol constitué par une dalle béton relativement épaisse, à proximité de Pza4. La mesure des concentrations en COHV des terres devra permettre de délimiter l'étendue de la zone la plus fortement polluée (source). Si les investigations confirment la pollution des terres, elles seront excavées et envoyées en centre de traitement autorisé. Le descriptif des travaux fera l'objet d'un rapport auquel sera annexé une copie des bordereaux de suivi de déchets liés aux terres évacuées. À l'issue des travaux, les gaz du sol seront de nouveau prélevés et comparés aux résultats précédents. L'analyse des risques résiduels (ARR) devra être mise à jour et confirmer la compatibilité des milieux avec l'usage industriel. »

« Délais : Les prélèvements et analyses des gaz sur Pza5 sont à effectuer par un organisme certifié dans les meilleurs délais, si possible dès décembre 2022 ; puis à renouveler trimestriellement au moins pendant un an, de façon à pouvoir en tirer un bilan. Il en sera de même sur Pza4, dès la fin des travaux envisagés. La société TSS devra préciser à l'inspection, au plus tard fin 2022, les délais dans lesquels les travaux proposés sur Pza4 pourront être réalisés. »
- VU** le rapport établi le 21 mars 2023 par l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement AUVERGNE-RHONE-ALPES ;
- VU** le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 30 mars 2023 ;
- VU** l'absence d'observations de l'exploitant sous le délai de 15 jours ;

CONSIDÉRANT que le dernier paragraphe de l'article 4 portant sur les mesures de gestion du site susvisé de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2017 susvisé impose :

« Un suivi de l'efficacité des actions menées est proposé, en phase travaux et à posteriori : Le dispositif de surveillance à mettre en place doit permettre de s'assurer de l'absence d'évolutions significatives (au niveau de la nappe et des gaz du sol ; par exemple remontée et nouvelle accumulation de gaz sous les dalles en béton). Si de telles évolutions étaient constatées, l'exploitant devrait proposer des investigations complémentaires, et, le cas échéant, des actions de dépollutions complémentaires. » ;

CONSIDÉRANT que la campagne susvisée d'analyses des gaz du sol réalisée le 25 mai 2022, qui a motivé la réunion du 22 novembre 2022 susvisée, s'inscrit pleinement dans le suivi de l'efficacité des actions menées, imposé au dernier paragraphe de l'article 4 rappelé ci-dessus ;

CONSIDÉRANT que les actions décidées au terme de la réunion du 22 novembre 2022 susvisée s'inscrivent pleinement dans le cadre des prescriptions du dernier paragraphe de l'article 4 rappelé ci-dessus ;

CONSIDÉRANT qu'aucune des actions décidées au terme de la réunion du 22 novembre 2022 susvisée n'a été menée par l'exploitant ;

SUR PROPOSITION de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Le directeur de la société TRADEBE SOLVANTS SERVICES, est mis en demeure, pour son site exploité à VALENCE, Zone Industrielle, 230 avenue des Auréats, de respecter le dernier paragraphe de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2017 susvisé qui impose :

« Un suivi de l'efficacité des actions menées est proposé, en phase travaux et à posteriori : Le dispositif de surveillance à mettre en place doit permettre de s'assurer de l'absence d'évolutions significatives (au niveau de la nappe et des gaz du sol ; par exemple remontée et nouvelle accumulation de gaz sous les dalles en béton). Si de telles évolutions étaient constatées, l'exploitant devrait proposer des investigations complémentaires, et, le cas échéant, des actions de dépollutions complémentaires. ».

Dans un délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, sur la base des résultats de la campagne d'analyses des gaz du sol du 25 mai 2022 susvisée, l'exploitant envoie à l'inspection des installations classées ses propositions d'investigations complémentaires, et, le cas échéant, d'actions de dépollutions complémentaires, avec toutes les justifications à l'appui et les délais de réalisation ;

Dans un délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant envoie à l'inspection des installations classées ses propositions de suivi de l'efficacité des actions menées.

Article 2 : Sanctions administratives

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1er du présent arrêté dans le délai prévu au même article, il pourra être fait application des dispositions prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant, à savoir :

1° Obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° ci-avant sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par internet à l'adresse www.telerecours.fr.

Article 4 : Publication


Le présent arrêté est notifié à la société TRADEBE SOLVANTS SERVICES à VALENCE. Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de VALENCE et tenu à la disposition du public.

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme (www.drome.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, monsieur le maire de VALENCE et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) AUVERGNE-RHONE-ALPES, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à l'exploitant.

Fait à Valence, le **- 2 MAI 2023**
La préfète,


Pour la Préfète, et par délégation
La Secrétaire Générale
Marie ARGOUARC'H